

« Une spécialité méconnue, mais indispensable au système de santé »

Dans une interview exclusive, Georges-Philippe Fontaine pose les conditions du développement de la médecine nucléaire. Au-delà des opportunités décrites, il aborde sans détour les nombreux défis qui attendent la profession, que ce soit sur le plan économique, technologique ou réglementaire.

→ Quel regard portez-vous sur la LFSS¹ 2025 ? Quels sont vos principaux griefs contre le texte qui a été finalement voté ?

Les parlementaires ont pour mission de réguler la hausse des dépenses de santé, nous ne le contestons pas, mais les médecins ne sont pas responsables de leur dérapage. Les radiologues, les radiothérapeutes et les transporteurs sanitaires non plus. Les économies qui sont demandées, pour ne pas dire imposées, ne résorberont pas le déficit de la branche maladie qui va mécaniquement augmenter sous les effets conjugués du vieillissement et de la chronicité. Il faut avoir le courage politique de traiter les causes structurelles du mal qui ronge nos comptes publics. La politique des rustines ne suffit plus. Il faut engager un débat de fond pour réformer le financement et le fonctionnement de notre système de santé.

→ Quelles sont vos attentes vis-à-vis des pouvoirs publics ? Envisagez-vous des actions communes avec les autres acteurs concernés par les baisses tarifaires imposées, dont les radiologues libéraux ?

Nous partageons leur incompréhension et leur dépit, mais nous ne prévoyons pas de mener des actions communes. Chacune des professions concernées par le texte de loi négocie avec l'Assurance maladie. De notre côté, nous prendrons nos responsabilités et nous trouverons un chemin de discussion qui préserve la qualité de la prise en charge des patients et le développement de notre spécialité. La voie sera particulièrement étroite, mais nous avons le sentiment que nos arguments sont considérés avec attention. Nous travaillons actuellement sur des propositions constructives pour trouver une solution qui ne pénalise ni la population, ni notre profession. La vigilance reste toutefois de mise.

GEORGES-PHILIPPE FONTAINE,
président du Syndicat national des médecins nucléaires



→ Que pensez-vous de la proposition de loi Garot ou le pacte gouvernemental de lutte contre les déserts médicaux ?

La coercition ne sera pas une solution. Les mesures proposées sont de fausses bonnes idées. Elles ne permettront pas d'améliorer l'accès aux soins. Elles ne permettront pas non plus de résoudre la problématique des déserts médicaux. Elles vont, bien au contraire, altérer l'attractivité de la médecine libérale et dégrader la prise en charge des patients. Encore une fois, le sujet de fond, celui de la pénurie médicale et du numerus clausus, n'est pas réglé. Inspirées des réalités du terrain, les solutions sont pourtant clairement identifiées. Il faut « remédicaliser » et « départementaliser » les études de médecine, et augmenter le nombre de places dans les

spécialités en souffrance. Il faut également réduire le poids des contraintes administratives, qui embolent inutilement du temps médical, et faire davantage confiance aux médecins pour développer des projets innovants qui répondent aux besoins de leurs patients. Il faut surtout revaloriser le montant des actes médicaux, dont la valeur est gelée depuis de nombreuses années, malgré la hausse constante des coûts de la pratique. Souvent présentée comme une solution miracle, la télémédecine comporte aussi des risques, dont celui de déconnecter les praticiens de la réalité de leur exercice professionnel. Il faut être prudent.

→ Quels sont les défis et les opportunités dans le domaine de la médecine nucléaire ?

La médecine nucléaire connaît des difficultés économiques et structurelles qui affectent son développement. Notre spécialité est très dépendante des matières premières, notamment de l'électricité, qui a une incidence directe sur le coût des traceurs radioactifs et des isotopes. Ces produits, en raison de leur courte demi-vie, doivent être utilisés rapidement après leur production, ce qui limite les possibilités d'approvisionnement et crée des situations de quasi-monopole. Les régions les plus éloignées des grands centres de production, comme la Bretagne, sont particulièrement lésées. Corollaire du passage de l'analogique au numérique, les équipements hybrides, bien plus chers, combinent désormais les fonctions de médecine nucléaire et de radiologie, non sans alourdir les investissements nécessaires. Autre défi majeur : le déremboursement des produits de contraste, sans la moindre revalorisation de nos forfaits techniques, nous place dans une situation inacceptable : financer nous-même leur coût ou réduire la qualité des examens.

→ Quid des opportunités ?

La médecine nucléaire est une spécialité encore méconnue, mais en pleine transformation. En deux décennies, ses performances ont connu une progression spectaculaire, notamment dans la prise en charge des cancers. Elle bénéficie notamment de l'essor de l'imagerie hybride, qui combine des caméras très sensibles à des scanners de haute qualité. Les nouvelles molécules injectées sont beaucoup plus spécifiques, tout en offrant une détection plus fine des lésions. Diagnostic, évaluation, suivi, personnalisation thérapeutique... Il en résulte des traitements plus ciblés, plus efficaces, plus réactifs, et des effets secondaires réduits, ce qui améliore la qualité de vie des patients, mais aussi l'efficacité médico-économique du système de santé. La révolution théranostique, une approche qui associe diagnostic et traitement ciblé des lésions cancéreuses, trace de nouvelles perspectives, mais la filière n'est pas encore structurée pour absorber cette croissance rapide. Il manque des ressources, des équipements et une organisation adaptée. Les pouvoirs publics devront accompagner cette évolution, en soutenant les acteurs de terrain et notamment les libéraux.

→ Quelles sont les perspectives offertes par le progrès technologique ? Quels sont les bénéfices attendus dans le domaine de l'intelligence artificielle ? Grâce à la sensibilité accrue des techniques actuelles, il est désormais fréquent de détecter des cancers

secondaires, parfois découverts fortuitement lors d'un examen pour une autre pathologie. Cette précision permet également de réaliser un bilan d'extension en une seule étape, ce qui augmente considérablement la rapidité et la qualité de la prise en charge. L'intégration rapide du progrès technologique dans le parcours de soins sera donc un enjeu majeur. Le temps est un facteur critique, notamment en oncologie, où un retard de diagnostic ou de traitement peut altérer le pronostic. Autre bénéfice attendu : l'intelligence artificielle va jouer un rôle croissant dans nos pratiques. Ce sera un véritable levier pour améliorer l'ergonomie des logiciels médicaux, gagner du temps, et renforcer la qualité et la sécurité des soins. Soyons lucides : la machine est déjà plus efficace que nous dans de nombreux domaines. Le médecin nucléaire conservera néanmoins un rôle central, la relation avec le patient, l'organisation de sa prise en charge et la supervision des outils technologiques.

→ Les établissements de santé doivent être équipés de manière adéquate pour accueillir les nouvelles technologies de radioprotection et de gestion des effluents. Comment financer toutes ces transformations coûteuses, mais non moins essentielles ?

La médecine nucléaire est une spécialité unique, qui se situe au carrefour de deux univers réglementaires complexes, soit la santé et le nucléaire. Cette double appartenance engendre une accumulation de normes parfois contradictoires qui rendent la gestion quotidienne de nos services particulièrement difficile. Nous devons composer avec des contraintes très strictes en matière de radioprotection, de gestion des déchets, de zonage et de sécurité du personnel. Historiquement reléguée dans des espaces peu valorisés des hôpitaux, la médecine nucléaire souffre encore d'un manque de reconnaissance structurelle. Nos locaux, souvent anciens et exigus, ne sont pas adaptés aux évolutions récentes, avec une demande qui augmente ou des machines plus nombreuses et plus volumineuses. Dans ce contexte, un allègement de la pression tarifaire et une simplification du cadre réglementaire seront indispensables pour maximiser les progrès techniques et garantir la qualité de la prise en charge.

→ Comment garantir le renouvellement générationnel dans votre profession ? Quelles sont vos propositions pour attirer et fidéliser de nouveaux professionnels de santé ?

Former plus de médecins nucléaires et plus de manipulateurs en électroradiologie médicale ne suffira pas. Outre un renforcement de la maîtrise de stage universitaire, qui permettrait de mieux valoriser la discipline, il faut miser sur la stratégie du conditionnement positif. Cela passe par un accueil de qualité, des conditions de travail attractives, une rémunération valorisante, y compris pour les stagiaires, et un projet professionnel porteur de sens. L'environnement de travail doit être stimulant et structuré autour de la démarche qualité, avec des formations régulières et une implication forte de l'encadrement. A titre d'exemple, tous mes salariés ont une formation qualité de niveau référent Labelix.

Propos recueillis
par Jonathan ICART